

Département de la Savoie  
Commune de Cruet (73096)



# PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification simplifiée n°1

Auto-évaluation



Janvier 2023

*Dossier suivi par :  
Sylvaine LAMARCHE*

*V1, le 23 décembre 2022*

**Sylvaine Lamarche**  
Urbanisme et environnement  
Tel 06 85 56 64 45

5 rue Louise Drevet  
38000 Grenoble  
[sylvaine.lamarche@yahoo.fr](mailto:sylvaine.lamarche@yahoo.fr)



## TABLE DES MATIÈRES

<b>1 Contexte de la modification du PLU.....</b>	<b>6</b>
<b>2 Sensibilités environnementales de la commune.....</b>	<b>7</b>
<b>3 Incidences de la modification du PLU sur l'environnement.....</b>	<b>9</b>
3.1 Analyse des modifications envisagées.....	9
3.1.1 Point 1 : renforcement des prescriptions en matière de gestion de l'énergie.....	9
3.1.2 Point 2 : intégration de règles relatives à la gestion des eaux pluviales.....	9
3.1.3 Point 3 : rectification d'une erreur matérielle portant sur l'emprise de la zone d'activité.....	9
3.1.4 Point 4 : compléments à la liste des bâtiments agricoles pouvant être autorisés à changer de destination.....	11
3.1.5 Point 5 : modification de la rédaction des règles relatives à l'aspect des constructions.....	11
3.1.6 Point 6 : modification d'un emplacement réservé.....	11
3.1.7 Point 7 : modification mineure de l'OAP du Chaney.....	12
3.2 Localisation des modifications envisagées au regard des zones à enjeu écologique.....	13
3.3 Synthèse des impacts potentiels des modifications envisagées.....	14
<b>4 Effets sur les sites Natura 2000.....</b>	<b>15</b>
<b>5 Conclusion.....</b>	<b>16</b>





# 1 Contexte de la modification du PLU

Par délibération du 30/10/2017, le Conseil municipal de Cruet a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

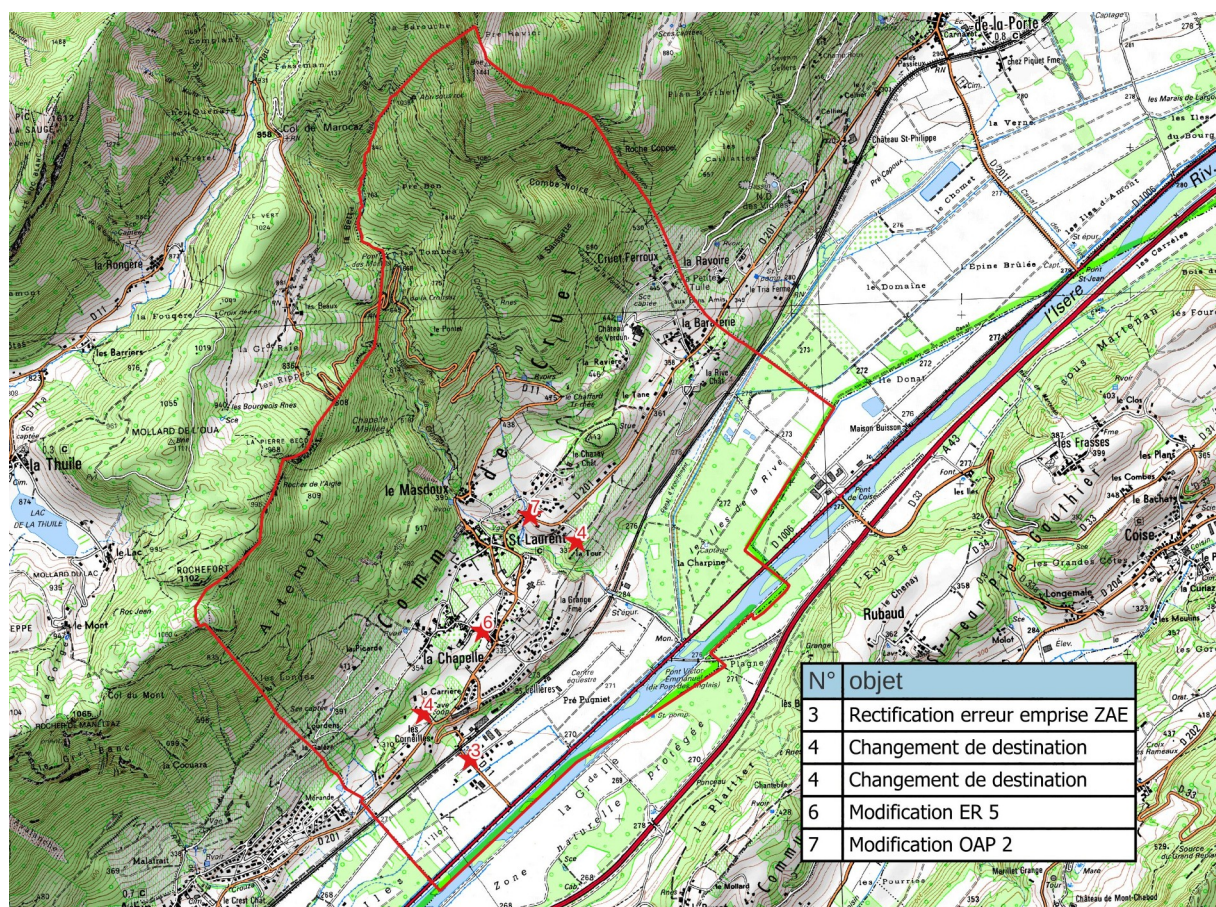
Le 8 février 2020, les agglomérations Grand Chambéry et Grand Lac et la Communauté de Communes Cœur de Savoie (dont Cruet est membre) ont approuvé la révision de leur SCoT, avec lequel le PLU de Cruet doit se mettre en compatibilité, ce qui nécessite quelques modifications du PLU.

Par ailleurs, la mise en application du PLU depuis 5 ans a mis en évidence quelques difficultés d'application et la nécessité de quelques évolutions mineures, qui tout en respectant le PADD permettront de répondre à différents besoins.

Ainsi, il s'avère nécessaire d'apporter des adaptations aux règlements graphique et écrit du PLU, afin de permettre :

- Point 1 et 2 : le renforcement des prescriptions en matière de gestion de l'énergie d'une part et des eaux pluviales d'autre part, en compatibilité avec le SCoT révisé,
- Point 3 : la rectification d'une erreur matérielle portant sur l'emprise de la zone d'activité, dans le respect du PPRI,
- Point 4 : de compléter la liste des bâtiments agricoles pouvant être autorisés à changer de destination, afin de favoriser la pérennité du bâti,
- Point 5 : la modification de la rédaction des règles relatives à l'aspect des constructions, dans toutes les zones, afin de lever une ambiguïté et de faciliter une application homogène du règlement,
- Point 6 : la modification d'un emplacement réservé suite à l'évolution du projet concerné,
- Point 7 : la modification mineure de l'OAP du Chaney, afin de faciliter la mise en œuvre d'un projet de qualité.

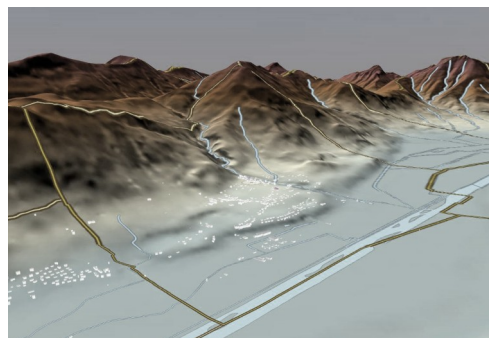
## Localisation des modifications



## 2 Sensibilités environnementales de la commune

Lors de l'élaboration du PLU (approuvé en 2017), celui-ci avait été soumis à évaluation environnementale. Les sensibilités du territoire qui avaient été mises en évidence sont résumées ci-dessous.

Le territoire communal s'étend sur la plaine alluviale de l'Isère, le coteau urbanisé et viticole, et sur les premières pentes du Massif des Bauges, jusqu'au Mont Charvet à l'altitude 1480 m environ.



La situation et la structure de ce territoire, globalement ouvert vers le sud-est, expliquent ses grandes caractéristiques :

- des cours d'eau (la Crousaz et son affluent la Crousetaz) qui dévalent les pentes du massif des Bauges, traversent la plaine et confluent avec l'Isère,
- des risques naturels principalement liés au risque de crues de l'Isère, la commune étant concernée par un Plan de Prévention du Risque Inondation qui classe inconstructible la majeure partie de la plaine, mais aussi par quelques secteurs de risques d'éboulement dans le vallon de la Crousaz,
- une ressource en eau abondante et de bonne qualité, avec d'une part des sources captées dans les éboulis et cônes de déjection au pied du massif des Bauges, et d'autre part un forage dans la puissante nappe d'accompagnement de l'Isère,
- des hameaux implantés sur la terrasse, non soumis au risque de crue, et bien orientés sud/sud-est, imbriqués entre les vignes qui cherchent également à bénéficier de cette bonne orientation,
- un paysage très ouvert et sensible aux aménagements, notamment sur les secteurs de coteaux,
- dans la plaine, le passage de grandes infrastructures reliant Montmélian à Albertville (RD1006, voie ferrée, canalisation de gaz).

Dans ce contexte, différents types de milieux naturels sont présents :

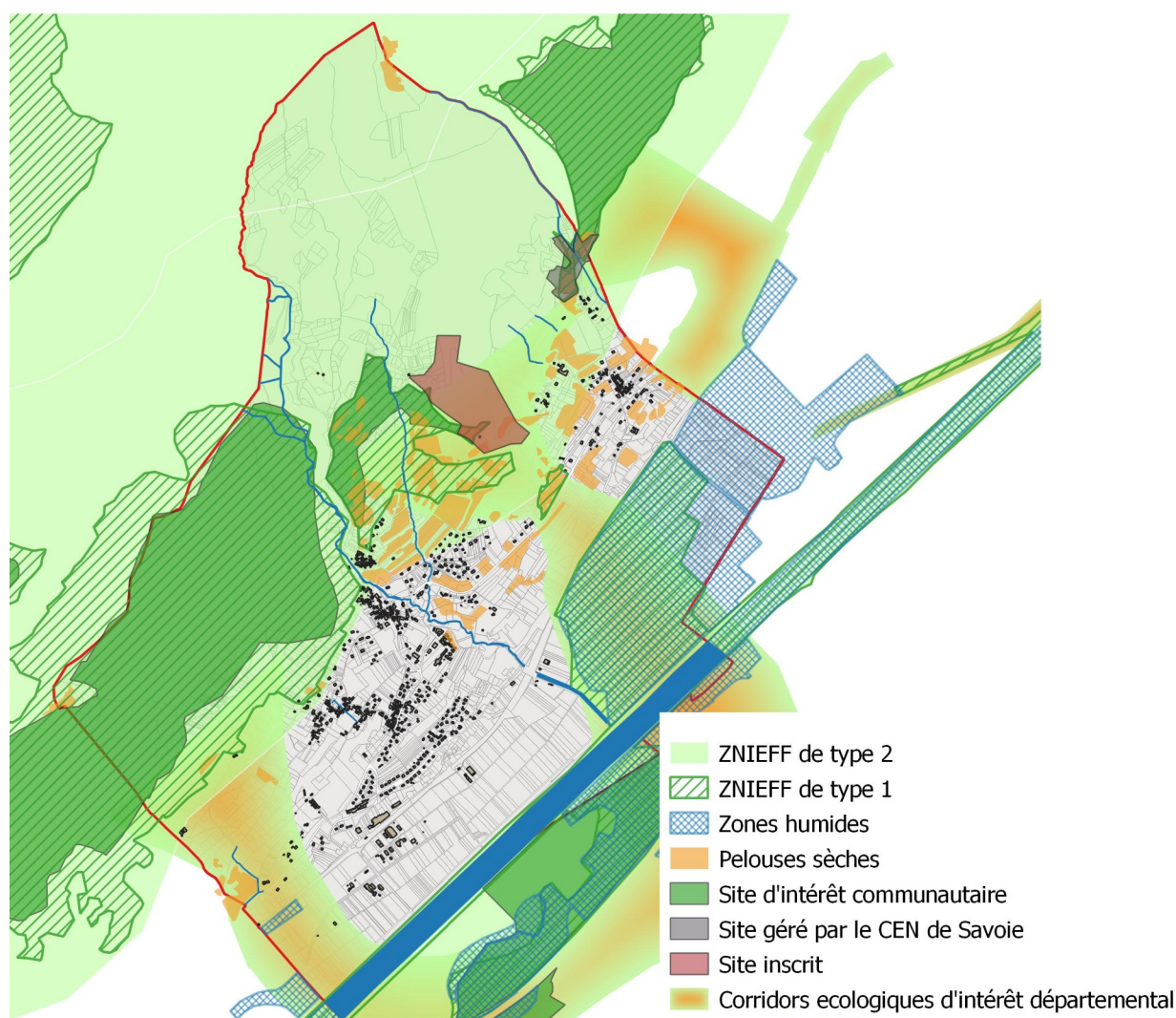
- Dans la plaine, **les berges de l'Isère et sa forêt alluviale**, ainsi que les secteurs de marais qui subsistent, figurent à l'inventaire des ZNIEFF (n°38190005 – écosystème alluvial de l'Isère dans la vallée du Grésivaudan) et des zones humides. Cet ensemble présente une richesse importante en matière de flore et de faune, mais aussi des pressions fortes : concurrence avec l'agriculture, drainage, fractionnement par les infrastructures...
- Les **terrasses habitées**, très marquées par la présence humaine, présentent une alternance d'espaces cultivés (vignes notamment), d'espaces habités, de prairies et d'espaces boisés. Les milieux naturels y sont plutôt sous forme de reliques et ou de secteurs isolés (ripisylves, combes et coteaux boisés...). Ici c'est la préservation de corridors écologiques, liaisons entre milieux naturels, qui constitue un enjeu, de même que le maintien d'une présence forte du végétal dans les espaces bâtis (parcs, jardins privés, haies vives constituent des refuges pour la petite faune, les oiseaux...).

Deux corridors écologiques sont identifiés au Schéma Régional de Cohérence Ecologique et repris dans la Trame Verte du SCOT : l'un est situé en limite d'Arbin, l'autre entre St Laurent et la Baraterie.

- **Le rebord oriental des Bauges**, peu perturbé par les activités humaines, comporte des types d'habitats naturels caractéristiques des milieux secs, abritant des groupements végétaux remarquables, et plusieurs stations botaniques exceptionnelles. Plusieurs secteurs figurent à l'inventaire des ZNIEFF, et/ou font partie du site Natura 2000 « rebord méridional du massif des Bauges ». Certains habitats naturels sont considérés comme prioritaires : pavements calcaires, forêts de ravin, pelouses calcaires karstiques et formations herbeuses sèches semi-naturelles (seul habitat prioritaire présent sur Cruet). Le site est également classé au titre de la Directive oiseaux, en raison de la présence de 6 espèces remarquables protégées (Aigle royal, Grand Duc d'Europe, Faucon pèlerin...).



## Carte de synthèse des secteurs à enjeux écologiques



En termes de risques industriels et de nuisances, la commune est soumise au risque de transport de matières dangereuses, via la RD1006, la voie ferrée, et la canalisation de gaz. Elle est impactée par le risque de rupture de barrage, lié à plusieurs ouvrages implantés en amont sur l'Isère et certains de ses affluents. Elle est également soumise au bruit des infrastructures majeures que sont la voie ferrée et la RD1006. Ces risques et nuisances impactent assez fortement la plaine de l'Isère.

Celle-ci est également le lieu d'accueil des infrastructures communales susceptibles de générer des nuisances : stations d'épuration (2 stations, d'une capacité totale de 1300 équivalents-habitants, traitent l'essentiel des effluents de la commune), zone d'activité.

Le PLU approuvé en 2017 a été élaboré en s'appuyant sur une démarche inspirée de l'AEU (Approche Environnementale de l'Urbanisme), et le projet adopté tient compte de l'ensemble des sensibilités du territoire. Il prévoit une densification de certains secteurs et la poursuite des greffes urbaines initiées auparavant, dans le respect de la typicité des hameaux historiques. Les secteurs d'intérêt écologique de la plaine comme du rebord des Bauges sont préservés de toute urbanisation, et les corridors écologiques sont transcrits dans le zonage.

Pour une présentation plus détaillée du PLU et des modifications apportées, on se reportera à la notice de modification jointe au présent dossier.



### 3 Incidences de la modification du PLU sur l'environnement

#### 3.1 Analyse des modifications envisagées

##### 3.1.1 Point 1 : renforcement des prescriptions en matière de gestion de l'énergie

Le règlement écrit est complété pour intégrer différentes mesures (dans toutes les zones) :

- l'obligation d'intégrer dans toutes les constructions neuves la production d'une part d'énergie renouvelable, conformément au SCoT :
  - à minima 20 kWhep/m<sup>2</sup>/an pour les logements et 40 kWhep/m<sup>2</sup>/an pour les activités tertiaires et commerciales et les équipements publics
  - couvrant 50 % des besoins pour les constructions destinées à l'habitation, ainsi que pour les bâtiments publics, les commerces et bâtiments tertiaires,
- l'obligation d'intégrer des panneaux solaires en toiture dans les bâtiments d'activité de plus de 200 m<sup>2</sup> de toiture et en couverture des parkings de plus de 40 places,
- l'incitation à la prise en compte de critères de performance énergétique renforcée : Cep < 48 kWhep/m<sup>2</sup> /an (donnant droit à une majoration du CES dans les zones Uc et Ud).

→ Les incidences environnementales de cette modification sont positives sur la qualité de l'air, les consommations énergétiques et le climat. L'éventuel impact paysager négatif de l'intégration de panneaux solaires est négligeable dans la mesure où ceux-ci seront intégrés aux constructions.

##### 3.1.2 Point 2 : intégration de règles relatives à la gestion des eaux pluviales

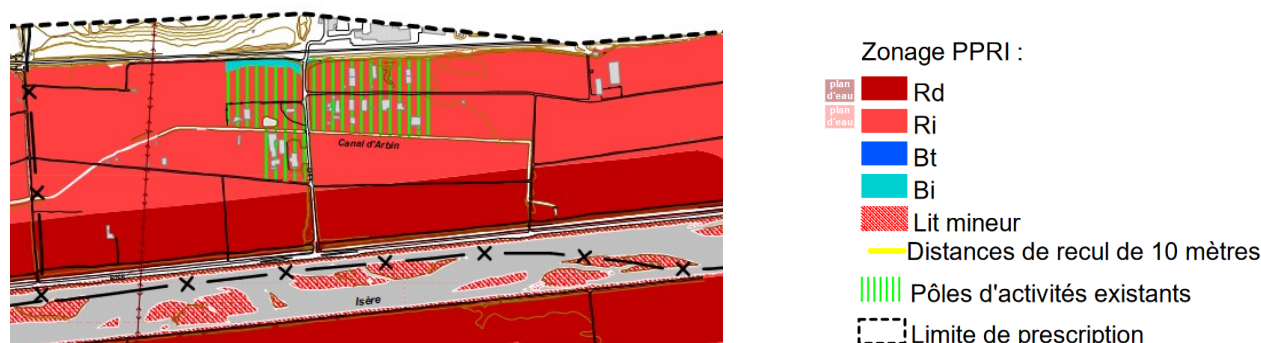
Le règlement écrit est complété afin de rendre obligatoire l'infiltration des eaux à la parcelle, afin de ne pas aggraver les débits rejetés (sauf évènement climatique exceptionnel) et d'inciter à la mise en œuvre de techniques sans réseau, dites « alternatives » (fossés, noues, bassins d'infiltrations enherbés...).

→ Les incidences environnementales de cette modification sont positives sur la gestion des eaux, notamment la prévention des inondations et la qualité des eaux superficielles, mais aussi sur la biodiversité et les paysages (préservation de surfaces non imperméabilisées et de « jardins de pluie » au sein des espaces bâtis).

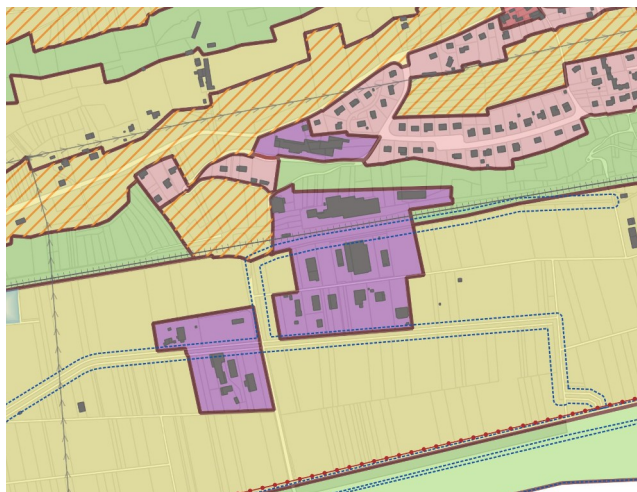
##### 3.1.3 Point 3 : rectification d'une erreur matérielle portant sur l'emprise de la zone d'activité

Le report de la zone d'activité existante, qui constitue une enclave au sein de la zone rouge Ri du PPRI « Isère en Combe de Savoie », a été mal intégré au PLU. L'objectif de la modification est de corriger celui-ci, le PADD prévoyant le « maintien du pôle artisanal existant », en lui permettant « de s'adapter aux besoins des entreprises, dans le respect des prescriptions du PPRI. »

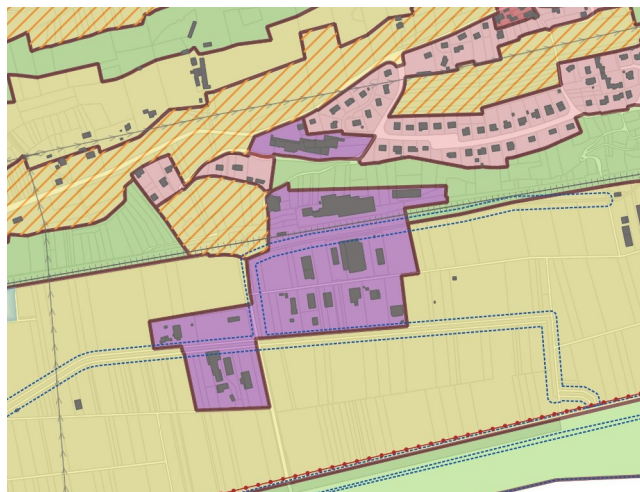
Extrait du PPRI Isère en Combe de Savoie : zonage réglementaire



*Zonage du PLU avant la modification*



*Zonage du PLU après la modification*



Les parcelles situées au nord-ouest de la ZAE, bien que figurant au PPRI comme incluses dans le pôle d'activité existant, sont maintenues en zone A : celles-ci sont effectivement cultivées et le propriétaire souhaite les conserver dans cet état. Seules les parcelles situées dans la continuité de la zone d'activité, jusqu'à la rupture d'urbanisation constituée par la route, sont intégrées à la nouvelle zone Ue, selon la même logique que celle adoptée par le PPRI.

- ➔ Les incidences environnementales de cette modification sont liées au classement en zone U de 5 parcelles pour un total de 7 337 m<sup>2</sup>, soit 8 000 m<sup>2</sup> au total, y compris les surfaces de voiries. Ces parcelles étaient précédemment classées en zone A. Compte-tenu de l'existence d'une bande de recul le long des fossés et cours d'eau, la surface constructible est réduite à 4700 m<sup>2</sup>. Par ailleurs, le Registre Parcellaire Graphique témoigne que depuis 2018, seule une parcelle d'environ 1000 m<sup>2</sup> (n° ZB002) est cultivée en céréales ; les autres parcelles concernées par la modification servent de dépôt de matériaux. L'impact sur l'environnement est donc minime. Les terrains concernés n'ont pas d'intérêt écologique. Leur urbanisation entraînera toutefois une augmentation de l'imperméabilisation, éventuellement du trafic routier et des rejets (air, eau). Au regard de son emprise réduite celle-ci peut être considérée comme négligeable. Elle aurait dû être intégrée dans le PLU approuvé en 2017 et cela n'aurait en rien modifié les conclusions de l'évaluation environnementale.

*Extrait du RGP 2021  
(source : géoportail)*



### 3.1.4 Point 4 : compléments à la liste des bâtiments agricoles pouvant être autorisés à changer de destination

La modification porte sur l'ajout à la liste des bâtiments situés en zone agricole autorisés à changer de destination de deux nouveaux bâtiments :

- un abri de type garage dans le secteur de la Bollarde, qui pourrait être transformé en bureaux ; celui-ci est situé au sein d'une propriété ceinte de murs, peu visible de l'extérieur, accessible par une impasse. La propriété comporte plusieurs bâtiments, et la possibilité de changement de destination pourra faciliter la pérennité de son usage, donc l'entretien de la propriété.
  - un ensemble de bâtiments agricoles dans le secteur de la Carrière, qui pourrait être amené à évoluer pour accueillir de l'hébergement hôtelier et/ou des activités tertiaires : sont concernés la partie du bâtiment située dans le prolongement de l'habitation existante ainsi que le bâtiment lui faisant face dans la cour. Cette exploitation fait actuellement l'objet d'une reprise à vocation agricole, mais elle comprend de nombreux bâtiments et une diversification des usages pourrait favoriser la pérennité de l'ensemble.
- ➔ Dans les deux cas, les impacts environnementaux éventuels seront liés à l'augmentation de la fréquentation du site : augmentation du trafic routier, des consommations d'eau et d'énergie, augmentation des rejets de GES et de déchets, etc. Toutefois les règles d'extension des bâtiments restant inchangées, les possibilités d'évolution sont très limitées : extensions des bâtiments existants limitée à 25% de l'emprise au sol du bâtiment principal à la date d'approbation du PLU, et sans pouvoir être plus hautes que le bâtiment existant ; annexes limitées à 2 par unité foncière, situées à 10 m maximum du point le plus proche du bâtiment principal sauf impossibilité géographique, d'une emprise au sol cumulée limitée à 40 m<sup>2</sup> et d'une hauteur limitée à 5 mètres.
- ➔ En revanche, la consommation d'espace naturel ou agricole sera quasiment nulle (limitée aux éventuelles extensions ou annexes), les bâtiments existants étant optimisés. Les impacts paysagers seront positifs (entretien, voire réhabilitation des bâtiments, dans le respect des règles imposées par le PLU).

### 3.1.5 Point 5 : modification de la rédaction des règles relatives à l'aspect des constructions

Cette modification qui concerne toutes les zones, a pour but de lever une ambiguïté et de faciliter une application homogène du règlement.

Il s'agit de supprimer les formulations précédemment adoptées (« les enduits extérieurs et les matériaux de couverture devront éviter les couleurs vives », « les menuiseries et fermetures devront éviter les couleurs vives ») et de les remplacer par des formules plus explicites (« les couleurs vives (...) sont interdites en façade », « les couleurs vives ou brillantes (...) sont interdites pour les menuiseries et fermetures »).

- ➔ Des effets positifs sur le paysage sont attendus, l'objectif de cette modification étant d'améliorer le respect de ces règles.
- ➔ La modification sera sans effet sur les autres aspects de l'environnement.

### 3.1.6 Point 6 : modification d'un emplacement réservé

Le hameau de la Chapelle souffre de difficultés aiguës de circulation et de stationnement, qui limitent les possibilités de densification. Dans le cadre du PLU, un emplacement réservé avait été délimité le long de la rue de la Chapelle, qui relie le hameau à la RD201, principal accès au village. La modification porte sur l'agrandissement de cet emplacement réservé et la modification de son objet, afin de pouvoir élargir et restructurer la voirie et créer 20 à 25 places de stationnement longitudinal (ou en épi). Le bénéficiaire de l'emplacement réservé est la commune.

- ➔ Les effets seront liés à l'aménagement de la frange d'un espace agricole, le long de la route, d'une largeur de 5 mètres, sur une longueur de 130 mètres (au lieu de 85 mètres initialement). La surface

concernée passe de 410 m<sup>2</sup> à 680 m<sup>2</sup>. Les terrains concernés sont actuellement pour partie en prairie de fauche, et pour partie déjà utilisés pour le stationnement. Compte-tenu de la faible surface concernée, de sa localisation le long de la route, et de son usage actuel (pour partie déjà imperméabilisée et utilisée pour le stationnement), les impacts négatifs seront négligeables.

- ➔ Les effets seront globalement positifs sur la consommation d'espace, en facilitant la densification du secteur. Un projet de création de 5 logements au sein d'un bâtiment existant a dû être abandonné en 2021, faute de possibilités de stationnement à proximité.

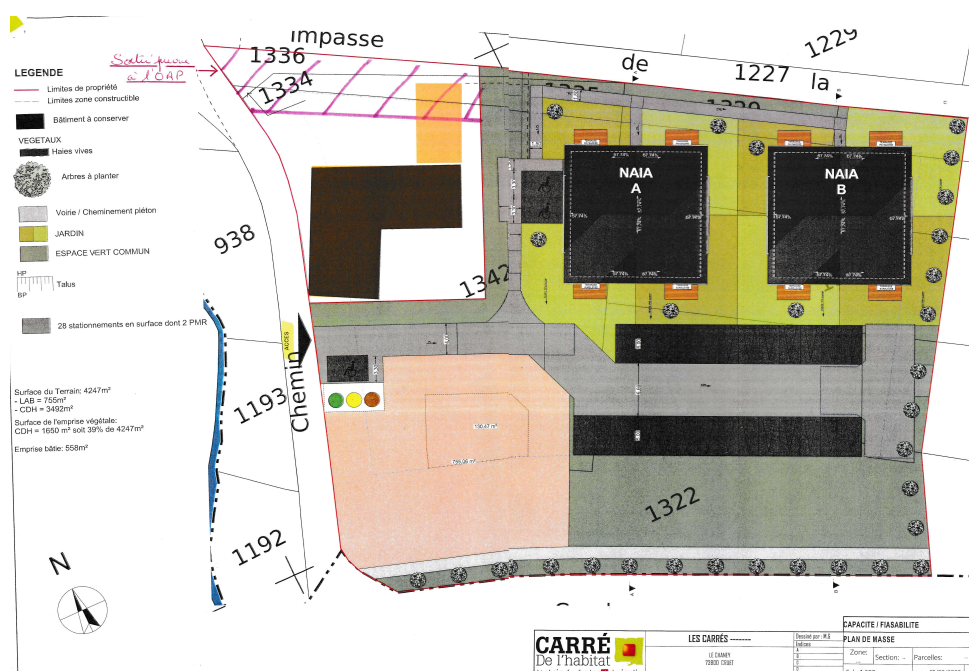
### 3.1.7 Point 7 : modification mineure de l'OAP du Chaney

L'OAP n°2, dite du Chaney, a pour objectif la création d'une dizaine de logements groupés ou intermédiaires, sur un terrain d'environ 5000 m<sup>2</sup> situé au sud du quartier du Chaney. Un projet est en cours d'étude, il respecte les conditions imposées dans l'OAP, notamment en termes de performances énergétiques.

La modification porte sur la localisation de l'accès au site : tout en conservant le raccordement sur le chemin du Chaney, l'accès initialement prévu au nord de l'opération (« en haut ») serait déplacé au centre de celle-ci. L'intérêt est d'améliorer la faisabilité du projet en supprimant la nécessité d'acquérir deux parcelles supplémentaires (n°1334 et 1336).

Le périmètre de l'OAP sera également modifié pour venir s'ajuster au projet.

OAP du Chaney : projet envisagé



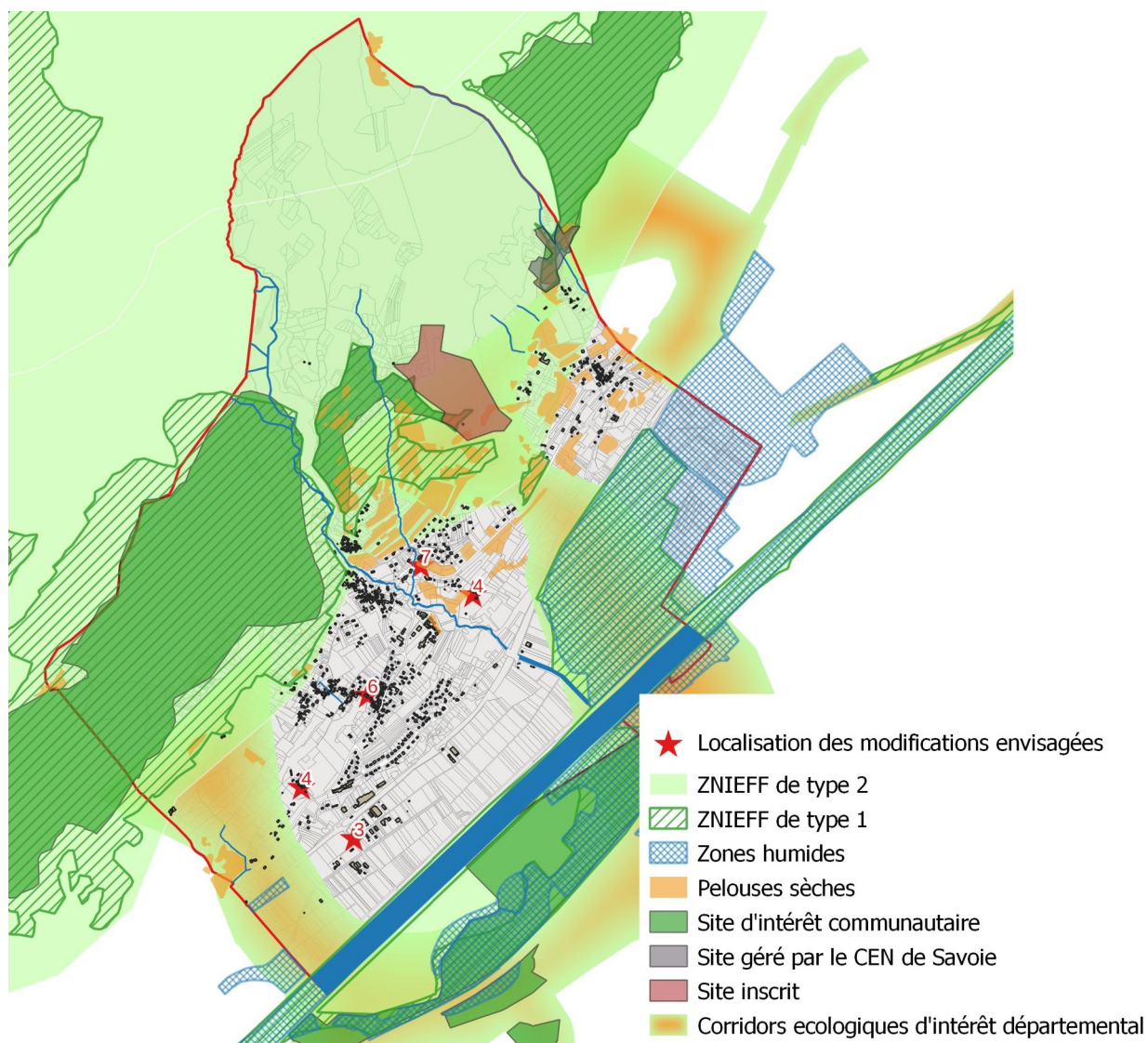
- ➔ La modification sera sans effet sur l'occupation du site ; seuls des effets sur la circulation pourraient être constatés, avec la création d'un nouveau débouché sur le chemin du Chaney, l'accès commun via la voie privée située au nord du site étant refusé par les propriétaires.
- ➔ Compte-tenu du faible trafic (desserte d'une dizaine de logements), l'impact sera limité. L'accès créé sera à environ 25 mètres du carrefour RD201/chemin du Chaney.
- ➔ La modification aura un impact positif sur la gestion des eaux et la biodiversité en réduisant la surface de voirie interne à la zone.



### 3.2 Localisation des modifications envisagées au regard des zones à enjeu écologique

Les modifications sont situées dans des secteurs éloignés des zones à enjeu écologique.

Les modifications n°4 (bâtiments pouvant changer de destination) et 7 (modification mineure d'une OAP) situées à proximité d'une pelouse sèche seront sans effet sur celle-ci.



### 3.3 Synthèse des impacts potentiels des modifications envisagées

Pour chacune des modifications apportées et chacun des aspects de l'environnement, les impacts potentiels sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

	Impact positif sur l'environnement
	Impact neutre
	Impact négatif très faible
	Impact modéré sur l'environnement

	1 renforcement prescriptions énergie	2 renforcement prescription gestion EP	3 ajustement emprise ZAE	4 2 bâtiments pouvant changer de destination	5 modification rédaction règles aspect	6 modification emplacement réservé	7 modification OAP 2 Le Chaney
Consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers	Augmentation CES en zone Uc (4 ha à l'intérieur de l'enveloppe urbaine)	néant	7300 m <sup>2</sup> passent d'Agricole à Ue (rectification erreur)	Optimisation de l'occupation de l'espace	néant	Extension ER stationnement (+300 m <sup>2</sup> ) Optimisation possibilités de densification	néant
Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité	néant	Promotion biodiversité en milieu bâti	Milieux sans intérêt écologique	néant	néant	Milieux sans intérêt écologique	néant
Incidences sur les zones humides	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Paysage et patrimoine bâti	Implantation nouveaux panneaux solaires	néant	Aménagement de la ZAE jusqu'à la route	Favorise la réhabilitation du bâti	Meilleure application des règles	Extension stationnement le long de la rue (+45 m)	néant
Incidences sur l'eau potable	néant	néant	Faible augmentation des consommations possible		néant	néant	néant
Assainissement	néant	Réduction apports au réseau	Faible augmentation des rejets possible		néant	néant	néant
Gestion des eaux pluviales	néant	Réduction apports au réseau	Imperméabilisation supplémentaire possible (rectification erreur)	néant	néant	Imperméabilisation 300 m <sup>2</sup> supplémentaires	Optimisation surfaces de voirie imperméabilisées
Sols pollués	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Déchets	néant	néant	Faible augmentation des déchets possible		néant	néant	néant
Risques et nuisances	néant	Meilleure adéquation avec le PPRI		néant	néant	néant	néant
Air, énergie, climat	Incitation économies d'énergie et ENR	néant	Faible augmentation des consommations et des rejets possible		néant	néant	Facilite un projet économe en énergie

## **4 Effets sur les sites Natura 2000**

---

Comme le met en évidence la carte page 11, aucune des modifications envisagées n'est située à l'intérieur ni n'impacte le site d'intérêt communautaire FR8201775 « Rebord méridional du Massif des Bauges ». Les plus proches sont situées à environ 500 mètres de la limite du site.

Le site d'intérêt communautaire FR8201773 « Réseau de zones humides dans la Combe de Savoie et la basse vallée de l'Isère », limitrophe de la commune, n'est pas non plus impacté.

Ni le PLU approuvé en 2017 ni les modifications apportées ne permettent la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

## 5 Conclusion

---

**Au vu de la faiblesse des incidences sur l'environnement, la modification du document d'urbanisme ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale :**

- L'ensemble des points d'évolution du document d'urbanisme portent sur des secteurs situés à l'écart des zones d'intérêt écologique, qui font l'objet de protections fortes sur le territoire communal (zone Natura 2000, ZNIEFF de type 1 et 2, zones humides et pelouses sèches identifiées et reportées sur le plan de zonage du PLU, ainsi que les corridors écologiques).
- Les points d'évolution susceptibles d'avoir un impact (mineur) sur l'environnement (points 4 : ajouts à la liste des bâtiments pouvant changer de destination - et 6 : extension d'un emplacement réservé) auront un impact global positif sur la consommation d'espace, en permettant l'optimisation du bâti existant et la densification des hameaux historiques.
- Le seul point entraînant une consommation d'espace agricole (point n°3 : ajustement de l'emprise de la ZAE) correspond à la correction d'une erreur matérielle de report de l'emprise de la zone d'activité inscrite au PPRI. Cette zone aurait dû être classée en Ue dès l'élaboration du PLU, conformément au PADD et au PPRI, et cela n'aurait pas modifié les conclusions de l'évaluation environnementale.

**Les modifications envisagées ne permettront pas la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.**